



On nous vole le fruit de notre travail !

**On n'a rien, ils ont tout,
alors fédérons nos luttes**

Vendredi 14 décembre 2018

l'UD CGT Indre appelle à la grève et au rassemblement - 10 h 00 place de la République à Châteauroux

Le gouvernement Macron-Philippe a tenté de désamorcer la colère qui s'exprime largement depuis plusieurs semaines contre sa politique de mise à sac de l'édifice social construit au fil des combats menés par le mouvement ouvrier.

Ce baratin ne va certainement pas éteindre un mouvement né des injustices sociales et fiscales que nourrisse leur politique. Voulant certainement faire oublier que grâce aux réformes fiscales du gouvernement (suppression de l'ISF, flat tax sur les revenus du capital), les 1% les plus riches verront leurs revenus grimper de 6 % en 2019.

L'exemple de Carlos Ghosn, le dirigeant de Renault-Nissan-Mitsubishi, l'homme aux 15 millions d'euros de rémunération annuelle, soit 45.000 € par jour, samedi et dimanche compris, n'est pas un cas isolé. Cette histoire confirme plusieurs choses. D'abord l'avidité des super-riches : même gavés, ils n'en ont jamais assez et montent des combines pour ne pas payer leurs impôts et détourner les biens de leur entreprise.

Bernard Arnault, le boss des boss a gagné 24.3 milliard d'euros, soit 2 777 973€ de l'heure, ce qui représente **770 € par seconde !!!**

C'est bien simple, quand le salaire moyen des français augmente de 1,1 % à l'année, les revenus de Bernard Arnault, eux, ont réalisé un bond de **71,5 % !**

Patrick Muliez, patron d'Auchan, Leroy Merlin, Kiaby, Décathlon, Flunch, **paie 135 € d'impôts sur un revenu de plus d'un milliard !**

Leurs profits sont sans limite, c'est cela qui coûte un pognon de dingue à la population ; c'est bien le coût du capital et les cadeaux fiscaux faits aux riches, et non pas les travailleurs, les retraités, les jeunes, les chômeurs ni même les services publics.



Le fossé se creuse de plus en plus entre la majorité de la population et les plus riches pour lesquels le gouvernement a des égards sans limites : suppression de l'ISF, baisse des cotisations sociales et crédits d'impôts, le doublement du CICE, soit 40 milliards, a été voté lundi 3 décembre 2018 à l'Assemblée Nationale, en plein conflit. C'est une véritable provocation.

Par son comportement indécent, Macron méprise la population dont la préoccupation première d'une partie grandissante, est de boucler les fins de mois.

Messieurs les premiers de cordée, pour la majorité des travailleurs, vivre avec un smic à 1 180 €, c'est mensuellement :

- le loyer : 500 €
- la mutuelle santé : 40 €
- les assurances (habitation, véhicule ...) : 60 €
- l'eau : 30 €
- l'électricité : 80 €
- la taxe d'habitation : 50 €
- le téléphone : 30 €
- l'essence ou gasoil : 200€

Il reste pour se nourrir, se vêtir, se divertir, se soigner et les imprévus du quotidien : 190 €

Pour le gouvernement, le Medef, les grands groupes financiers, nous devons faire avec.

C'est ça la violence, celle d'un Etat jusqu'au boutisme contre son peuple.

Quel espoir portons-nous, quelle société allons-nous laisser à nos enfants ? C'est une vraie violence que le gouvernement renvoie au peuple.

Nous avons les argumentations pour l'augmentation des salaires, de pensions et des minima sociaux. Nous les revendiquons depuis des lustres. Evidemment le patronat pousse des cris d'orfraie, nous accusant de vouloir ruiner le pays, mais en 1936, les 2 semaines de congés payés gagnées par la lutte ont-ils plongé le patronat dans la dépression ? et en 68, les 30 % d'augmentation du smic ont-ils pénalisé l'économie ?

À force de tirer sur la ficelle, les premiers de cordée seront bien seuls au sommet. Il y a donc urgence à répondre aux attentes sociales comme :

- L'augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux ;
- La prise en charge des transports par les employeurs ;
- Une TVA à 5,5% pour les produits de première nécessité, notamment le gaz et l'électricité ;
- Une fiscalité juste, tenant compte des revenus, avec en premier lieu le rétablissement de l'impôt sur la fortune, 5 milliards de cadeaux aux riches ;
- Suppression de l'impôt CSG ;
- Suppression du CICE (40 milliards de cadeaux aux actionnaires) ;
- Retour de tous nos services publics sur le département.

Le 14 décembre, la CGT appelle tous les citoyens, les salariés actifs, précaires, privés d'emplois et retraités à se joindre au rassemblement à 10 h 00 place de la République à Châteauroux

BULLETIN DE CONTACT

Nom Prénom

Adresse

N° Tél. : E-mail :

Je souhaite être contacté(e)

Je souhaite adhérer à la CGT